

Moins de moyens, moins d'effectifs... ET « EN MÊME TEMPS » SURVEILLER FACEBOOK ?

Le gouvernement, Monsieur DARMANIN en tête, s'est donné comme défi de « transformer » la DGFIP...

Parce que cette administration fonctionne mal ? Parce que ses agents ne sont pas compétents ? Parce que les chiffres en berne ou en diminution des recettes fiscales sont dues à du travail mal fait ? NON c'est parce qu'il faut répondre au précepte de l'ultra libéralisme : moins d'Etat sur le territoire donc suppression massive de fonctionnaires pour moins de dépenses publiques.

La transformation de la DGFIP, son démantèlement sont les conséquences de cette idéologie.

« En même temps » le ministre Gérald DARMANIN vante aux médias que la DGFIP sera en capacité de répondre aux attentes concernant le prélèvement à la source (accueil physique et téléphonique, réactivité exceptionnelle sur les changements de taux et situations, remboursement dans le mois qui suit en cas de bug etc...), de répondre aux questions sur la TH suite à la mauvaise communication gouvernementale etc... et dernière sortie : de surveiller les photos des contribuables sur les réseaux sociaux !! Est-ce un moyen pour distraire l'opinion publique d'une actualité politique brûlante ?

Les annonces du ministre en disent long sur la connaissance du fonctionnement de notre administration mais aussi sur la qualité du dialogue social.

Sur notre administration, force est de constater qu'il refuse de prendre la mesure des difficultés des agents à exercer leurs missions au quotidien suite aux trop nombreuses suppressions d'emplois et de moyens, ou simplement ne souhaite-il pas les voir...

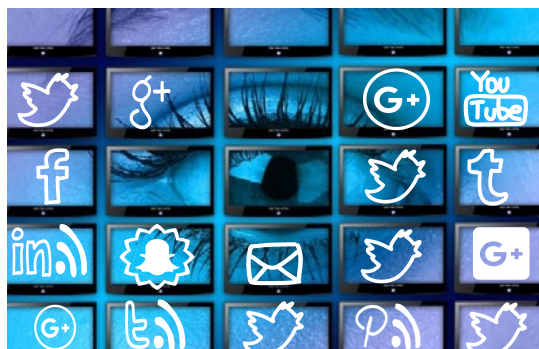
Quant à annoncer (entre autre) la surveillance des réseaux sociaux, soit il fait le choix de faire passer la DGFIP pour archaïque, soit il ne sait pas que les services de recherche et de contrôle utilisent déjà de nombreux canaux d'informations, c'est faire insulte à leur professionnalisme. Et si l'un des objectifs est d'inciter à la délation pour pallier aux manques d'effectifs, il a une piètre conception de nos missions.

Sur le dialogue social, les agents et la CGT sont toujours « ravis » d'apprendre dans la presse de nouvelles missions à accomplir ou mise en place de réformes...

Les contribuables réagissent avec entrain et humour (... ou pas) sur cette annonce de surveillance des réseaux sociaux, pourtant ils pourraient largement remercier le ministre de les avoir prévenu !

Pour la CGT Finances Publiques, les annonces du gouvernement deviennent tellement énormes qu'elles pourraient finir par être drôles si les conséquences sur les conditions de vie au travail des agents n'étaient pas si dramatiques... Les mois qui viennent risquent de devenir insupportables pour les collègues à tous les points de vue : exercice des missions, difficultés à rendre un service public de qualité, attaques sur les droits et garanties, démantèlement de la DGFIP... Pour la CGT il est temps de réagir et de construire ensemble les réactions à la hauteur des attaques. Dans la période, le premier geste de résistance c'est un clic, un vote CGT, car ce sera déjà un premier message clair à la DG et au gouvernement.

**Pour défendre le service public fiscal, comptable et
foncier à la DGFIP, du 29 novembre au 6 décembre !
je vote CGT !**



Elections professionnelles
DGFIP

pour mes droits

**JE VOTE
CGT**
du 29 novembre
au 6 décembre
2018

